

Problème des prix des denrées alimentaires de base



Avec passion et l'expérience de l'homme d'action, Joseph Kapika défend le programme du Chef de l'Etat assigné au ministère de l'économie nationale qu'il dirige. Il fait de la relance de l'agriculture son cheval de bataille en vue de réduire les importations des produits vivriers. "2018, les Congolais doivent consommer à 80% la production locale", promet-il. Avant d'évoquer, aussi, les entraves qui empêchent l'essor de l'économie nationale notamment, les infrastructures de base. Dans cet entretien avec le quotidien La Prospérité, il plaide pour le dialogue et non les appels à la marche. "J'ai organisé les marches et villes- mortes. Je sais ce que cela coûte et son impact sur l'économie. Comme il y a un temps pour tout, dit-il, "j'invite les amis qui sont dans la logique de la rue et ceux qui rêvent pour la lutte armée d'abandonner cette voie".

Comment évaluez-vous les missions d'inspection que vous avez effectuées avant 2018 dans quelques provinces de la RDC ?

Je crois que je peux donner une réponse en tant que Ministre d'Etat Ministre de l'économie Nationale. Mais, je préfère faire parler la plus haute autorité du pays, le Président de la République, Joseph Kabila Kabange qui s'est réjoui du résultat obtenu sur le plan économique notamment, sur la stabilisation du taux de change et celle des prix sur le marché. A ceci, j'ajoute le fait que les recettes de l'Etat sont en augmentation et nos réserves de change, quand bien même nous sommes en deçà de ce que la SADC nous exige. Quant aux missions d'inspection, il y a lieu de noter que les fêtes de fin d'année se sont bien déroulées, sans rupture de stock, ni spéculation sur les prix. Mais, je voudrais insister sur une chose. La réussite n'est pas l'œuvre du seul Ministre de l'économie, c'est plutôt l'œuvre de tout le Gouvernement et du Comité mixte stratégique. Je suis très loin de m'en réjouir seul ou de faire croire à l'opinion que c'est un travail que j'ai abattu seul.

L'un des objectifs de ces missions était de vous rassurer de la quantité et la qualité des produits vivriers pour éviter la spéculation des prix avant et après les festivités de fin d'année. Est-ce que le panier de la ménagère est-il rempli ?

Ici, je fais d'abord allusion au message de vœux du Président de la République qui a parlé de la situation économique et, ensuite, à celui du Président de la FEC qui s'est réjoui du résultat sur le plan économique. Oui, nous avons comme mission de rassurer de la quantité et la qualité et d'éviter qu'il y ait pénurie des produits de première nécessité. Est-ce que le panier de la ménagère s'est amélioré ? Je vous dirai que c'est l'objectif à atteindre, nous n'allons pas l'atteindre en un jour dans un pays où il ya autant des chômeurs, le salaire est très bas et parfois payé en retard. Pour parler de la fioriture du panier de la ménagère, je dois d'abord tenir compte de la situation de tous les congolais. Je ne peux pas tenir compte de mes conditions de vie et de la classe dirigeante. Nous devons arriver un jour à ce que tous les congolais aient de quoi manger. Nous avons un sol et sous-sol immensément riche, une population jeune et nous avons l'obligation de travailler durement pour qu'un jour le panier de la ménagère s'améliore.

Quels sont les principaux défis économiques que la RDC doit relever en 2018 ?

Merci beaucoup de la question Monsieur le journaliste. Je rappelle qu'à la conférence des gouverneurs à Goma où j'étais parmi les Ministres invités, nous avons évalué les défis économiques. Les travaux étaient dirigés par le Chef de l'Etat parce que c'est lui qui met au point le programme dans tous les domaines de la vie nationale. En tant que Ministre de l'économie, j'exécute ce programme. Comme Ministre de l'économie nationale, sur les 28 mesures du gouvernement, j'en ai une seule qui préoccupe : la lutte contre la fraude et la contre bande. Nous avons organisé un atelier dont les résolutions ont été acceptées et récupérées au haut sommet de l'Etat et nous en avons fait une affaire de l'Etat. Alors, à cette conférence des Gouverneurs, le Chef de l'Etat nous avait instruit pour qu'au cours des fêtes de fin d'année 2018, que nous puissions consommer congolais à au moins 80 %. Le but est de réduire le plus possible les importations des produits vivriers. Notre terre est riche, vous pouvez jeter à n'importe quelle terre une graine de maïs ou de haricot, ça pousse de soi-même. Et, apparemment, nous sommes comme cette gazelle qui vit au bord de l'eau, mais il meurt de soif. Ce qui est paradoxale n'est-ce pas! Voilà pourquoi, l'année 2018 a pour priorité, au niveau du Comité stratégique du gouvernement, de diversifier l'économie à travers la relance de l'agriculture. Pour 2018, la priorité des priorités c'est l'agriculture.

Y a-t-il des entraves qui empêchent l'essor de ce secteur vital de l'économie nationale?

Vous ne pouvez pas parler de l'agriculture sans évoquer les infrastructures. Ce qui est une entrave. Dans beaucoup de nos villages il y a des productions agricoles. Pourquoi elles n'arrivent pas dans les grands centres de consommation? C'est parce qu'il y a un problème sérieux de voie de communication. Le Katanga et le Kasai sont des provinces traversées par les chemins de fer. Ces chemins de fer faisaient en sorte que les produits vivriers pouvaient circuler très bien. Il a suffi que la SNCC rencontre des difficultés pour que les productions des paysans soient bloquées chez eux. Dès lors que le problème des voies de communication sera résolu, je pense que nous aurons à manger et à manger à gogo. Au Kasai c'est à vélo qu'on transporte des tonnes de marchandises. Je vais vous surprendre si je vous dis qu'aujourd'hui les gens quittent Tshikapa à vélo pour aller chercher les fretins à Kalemie. Prenez le cas des provinces qui baignent le fleuve Congo notamment, l'Equateur et la Province Orientale de l'époque. Le fleuve est un boulevard que Dieu nous a donné. On ne dira jamais qu'il y a un nid de poule. Actuellement, ITB Kokolo qui a repris le trafic ne peut pas aller dans les rivières pour embarquer les produits vivriers des paysans. Nous travaillons pour qu'il y ait des embarcations moyennes et petites qui peuvent aller prendre la production le long des rivières et le déposer là où ITB Kokolo peut le prendre. L'état des routes est déplorable et nous travaillons sur un plan d'urgence pour la réhabilitation et la construction.

L'épine dorsale de votre secteur, c'est la fraude sous toutes ses formes. Quel est votre apport pour réduire les pratiques de certaines entreprises qui consistent à éluder l'impôt notamment, l'évasion fiscale et la fraude douanière ?

Oui, en principe j'aurais pu dire que cette question relève du ministère des Finances. Mais, je vous assure que c'est tout le gouvernement qui a fait que la lutte contre la fraude, l'évasion fiscale et la fraude douanière son cheval de bataille. Il y a au niveau de la BCC une panoplie de mesures qui ont été prises et au niveau du Ministère des Finances. Ces réformes ont pour objectif de permettre au Ministère des Finances de préparer des textes que le Chef de l'Etat va signer. Vous savez que la loi sur le code minier qui a été adopté permettra à l'Etat d'être en possession de beaucoup de ses droits. Il y a aussi le code fiscal qui va être révisé dans le seul but de lutter contre la fraude qui fait que les capitaux s'évadent.

Comment vous y prenez pour convaincre les opérateurs économiques à respecter vos instructions ?

Il est arrivé un moment où le Ministre de l'économie et la profession pétrolière s'étaient entrées dedans. Je pense que c'était un mal nécessaire. L'incident nous a permis de nous rapprocher davantage. Je dois vous dire que tous les opérateurs pétroliers sont considérés comme des partenaires. Nous parlons un langage sincère, nous ne prenons aucune décision sans concertation. Le dialogue est permanent entre mon cabinet et tous les opérateurs économiques. Qu'il s'agisse du prix du carburant, nous nous concertons et nous avons géré ensemble le stock et les prix pour la période de fin d'année. Nous nous sommes mis tous d'accord pour que la TVA soit perçue en monnaie de transaction et personne n'impose sa loi à l'autre. S'agissant du mouvement qu'on observe à la pompe des stations-service, que vous évoquez, il y a trois facteurs essentiels qu'il faudra tenir compte. Vous savez bien, vous êtes mieux placé en tant que Journaliste, que le prix du baril sur le marché mondial est à la hausse. Cette hausse entraîne ipso facto le prix moyen à la frontière. Donc, Il y a aussi le comportement du taux de change qui entre en danse. La dernière structure de prix nous l'avons négocié à 1.380 Fc le dollar. A ce jour, le dollar est à 1.620 ou 1.630 Fc. Les pétroliers importent le carburant sur le marché mondial où le taux est à la hausse et lorsqu'ils arrivent au pays, ils trouvent le taux de change sensiblement évolué. Alors, pour éviter la rupture de stock du carburant, si pas la fermeture pure et simple de ces entreprises, nous avons ensemble convenu de revoir le prix dans cette proportion là. C'est pour leur permettre d'importer le carburant et pour que notre économie fonctionne.

Penser l'avenir est difficile, mais vital. Patron de l'économie nationale, les crises s'accumulent et brouillent parfois les bonnes perspectives. Ainsi, sortir des sentiers battus et trouver le bon chemin s'avère nécessaire. Joseph Kapika, quelles pistes de solution proposez-vous sur l'avenir de l'économie nationale?

Ma réflexion est qu'il faut savoir réformer à temps. Réfléchir sur comment pérenniser les perspectives économiques de la RDC qui sont très bonnes. Pourquoi disons-nous que les perspectives sont bonnes ? Nous sommes partis d'une situation donnée. Tout le monde sait aujourd'hui que les recettes de l'Etat sont en hausse, nos réserves de change sont en hausse, alors avec la révision du code minier qui coïncide avec le boom du cobalt, du cuivre et du coltant, nous devons, par rapport aux instructions du Président de la République, profiter de l'embellie de ces minerais pour développer d'autres secteurs de la vie nationale. Il ne faut pas rater cette occasion, d'une part et, de l'autre, que l'argent qui tombe dans nos caisses nous en fassions ce que nous voulons. Il faut se dire que les mines sont appelées à s'épuiser. Mais, l'agriculture ne s'épuisera pas, le tourisme ne s'épuisera pas aussi.

Vieux routard de la vie politique rd-congolaise, quelle lecture faite vous de la vie politique aujourd'hui ?

D'abord, Monsieur Peter j'emprunte du Professeur Evariste MABI MULUMBA cette phrase. L'argent est comme la gazelle. Elle a peur de bruit. Pourquoi je le dis, c'est parce que si la politique ne marche pas, l'économie aura du mal à marcher. Il faut que je vous rappelle que trop souvent on a parlé des mesures de zaïrianisation et de radialisation, de mauvaise gouvernance et on n'oublie parfois l'impact des guerres et même du combat non

violent. Pour l'avènement de la démocratisation, il faut noter 2 éléments : la guerre à répétition et les villes mortes. Les marches ont eu un impact négatif sur l'évolution de notre économie. J'ai organisé beaucoup des villes mortes. Je sais ce que cela coûte à l'Etat. Savez-vous qu'avec les événements du 31 décembre 2017 et 21 janvier dernier, on a évalué la perte à plus ou moins 20 millions Usd par jour? Mais si chaque semaine l'Etat congolais doit perdre 20 millions de dollars, parce que nous sommes dans la rue en train de réclamer parfois des choses simples ou parfois même des choses qu'on ignore, pouvez-vous vous imaginer la suite ? Vous êtes journaliste, demandez à ceux qui marchent l'objectif pour lequel ils marchent, ils ne vous donneront pas. Nous avons vu les catholiques marcher, et nous avons aussi marché à l'époque avec eux parce que je suis catholique, fils de catéchiste, mais il y avait un but : c'était pour obtenir la réouverture des travaux de la Conférence Nationale Souveraine. Le message était clair. Mais, aujourd'hui, le message n'est pas clair. Pour eux, le Président Joseph Kabila doit dire publiquement qu'il ne sera plus candidat. Faut-il mettre les gens dans la rue pour ça. A la question posée au Président Joseph Kabila s'il sera candidat en 2018, il a tout simplement remis une copie de la Constitution à l'intéressé. Mais, un homme avisé comprendra que le Président a voulu dire que je respecterai la Constitution. Est-ce que la même Constitution dit que pour qu'il ne se représente pas il doit faire une déclaration publique? Je crois non, non.

A la limite que je sache le dépôt des candidatures selon le calendrier de la CENI c'est au mois de juin, alors attendons voir s'il va déposer sa candidature.

Est-ce que dans l'accord de la Cenco, il est dit qu'en décembre 2017 Joseph Kabila doit quitter le pouvoir, ce n'est pas ça qui est dit. Et, les Evêques et la classe politique réunis à la CENCO voyaient déjà les difficultés pour organiser les élections fin décembre 2017.

D'où viennent les malentendus ?

Ce pays souffre de manque de respect des textes. C'était la bataille d'honneur du Président TSHISEKEDI. Paix à son âme ! Les gens ne le comprenaient pas. Les gens ont profité de sa mort brutale pour donner une autre interprétation à cet Accord. Pensez-vous que s'il était vivant il allait soutenir ces messieurs-là. Pas du tout. J'étais parmi les plus proches collaborateurs quand il négociait l'accord de la Cenco. Il m'a dit un jour que : "Joseph je n'accepterai plus que le sang des Congolais puisse couler dans ce pays : il faut régler tous les problèmes par le dialogue". Si les gens estiment que l'Accord de la Cenco n'est pas appliqué, qu'ils fassent un cahier des charges et rencontrent les autres parties pour corriger. Connaissez-vous un pays en guerre où les gens mangent bien ? Nous sommes tous responsables de la débâcle de notre pays et nous ne pouvons pas accepter de continuer à l'enfoncer. J'appelle les amis qui sont encore dans la logique de la rue comme ceux qui rêveraient à une autre lutte armée d'abandonner cette voie. Il y a un temps pour tout, dit Ecclésiaste. Il y a eu un temps nous faire la guerre, il y a eu un temps pour descendre dans la rue, maintenant nous sommes au temps du dialogue, résolvons tous nos différents par le dialogue. Au Comité Laïc de Coordination, je dirai que Jésus-Christ ne nous a pas laissés la guerre, par contre avant de quitter cette terre des hommes il a dit : «Je vous laisse ma paix, je vous donne ma paix». C'est dans la paix qu'on construit une nation et on ne construit pas une nation dans la querelle et la guerre.

Propos recueillis par Peter Tshibangu